

Brèves Economiques d'Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

Zoom sur ...

... les émissions d'Eurobonds par les pays d'Afrique de l'Ouest dans le contexte COVID

Un « Eurobond » (ou une « euro obligation ») est une obligation (titre de créance) libellée dans une devise étrangère, c'est-à-dire dans une monnaie autre que celle où réside l'émetteur. Contrairement à ce que peut suggérer leurs noms, **les Eurobonds sont principalement libellés en USD**. Toutefois, il est à noter que ces obligations sont principalement cotées sur les places financières européennes.

Les Eurobonds émis par les Etats servent en majorité **au financement de leurs budgets**. En Afrique de l'Ouest, 5 pays ont déjà émis des Eurobonds : le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Nigéria et le Sénégal.

❖ **La Côte d'Ivoire et le Bénin, seuls pays d'Afrique subsaharienne à avoir émis des Eurobonds depuis la déclaration de la pandémie**

Le 24 novembre 2020, [la Côte d'Ivoire a émis avec succès un Eurobond d'1 Md EUR](#), marquant ainsi la réouverture des marchés obligataires internationaux aux pays d'Afrique subsaharienne depuis le début de la pandémie de COVID-19. Le pays a recueilli pour cette émission un carnet d'ordres de 5 fois le montant recherché avec un coupon de 4,875% pour une maturité de 11,2 ans, le plus faible jamais obtenu par le pays et par ses pairs en Afrique subsaharienne. Le succès de cet Eurobond revêt également un caractère particulier car l'opération est intervenue **moins d'un mois après une élection présidentielle anticipée à risque** et avec des heurts.

Le 8 février 2021, [la Côte d'Ivoire est intervenue à nouveau sur les marchés internationaux](#) afin de lever **850 M EUR, à peine 3 mois après la précédente sortie**. La particularité de cette dernière opération est qu'il s'agit d'un abondement, c'est-à-dire **d'une mobilisation de montants additionnels à partir d'Eurobonds déjà émis**, notamment les séries expirant en 2032 et 2048. L'opération a généré un carnet d'ordres de 3,4 fois le montant recherché, témoignant nouvellement d'un large succès et de la confiance des investisseurs. Les conditions de financement ont été largement favorables : un rendement moyen de l'opération de 4,73% pour une maturité moyenne de 14,7 ans.

Récemment arrivé sur le marché des Eurobonds (en 2019), **le Bénin a levé, mi-janvier, 1 Md EUR** au travers de [l'émission d'un Eurobond à deux tranches](#) : l'un à 11 ans pour **700 M EUR** au taux de 4,875% et le second à

31 ans pour **300 M EUR** au taux de 6,875%. Les taux obtenus sont jugés compétitifs compte tenu de la maturité des titres et dans la mesure où il s'agit de la 2^{ème} émission du pays. Le Bénin a capté l'attention des investisseurs avec **un carnet d'ordres ayant enregistré un taux de souscription de 300%**.

En comparaison aux émissions les plus récentes d'autres pays d'Afrique subsaharienne, on peut noter que le Ghana s'est financé à 6,375% à 7 ans en USD en février 2020 et le Gabon à 6,625% à 11 ans en USD en janvier 2020.

La Côte d'Ivoire et le Bénin ont ainsi réalisé **des performances remarquables dans le contexte** de la pandémie de la COVID-19, avec en prime **le défaut de paiement de la Zambie intervenu en octobre**, qui a accru la frilosité des marchés internationaux.

❖ **Ces émissions s'inscrivent également dans une stratégie de gestion active de la dette**

D'emblée, il faut noter que les récents Eurobonds du Bénin et de la Côte d'Ivoire ont été **libellés en euro, concourant ainsi à limiter le risque de change**. En effet, les deux pays appartiennent à l'UEMOA, une zone monétaire dont la monnaie est le FCFA – en parité fixe avec l'euro.

En outre, les émissions d'Eurobonds des deux pays s'inscrivent de plus dans **une optique de lever des ressources à long terme (entre 10 et 31 ans)**. Cette stratégie permet de réduire le risque de refinancement et **d'allonger la maturité moyenne de leurs dettes publiques**.

Toujours dans l'optique de réduire les risques de refinancement et de change, on peut souligner que les émissions de la Côte d'Ivoire en novembre 2020 et du Bénin à la mi-janvier (i) **incluaient des opérations de reprofilage de dette** qui permettaient de lisser les remboursements à venir et de racheter des séries d'Eurobonds précédemment émises (certaines libellées en USD pour la Côte d'Ivoire) ; ou (ii) **servaient de substitut à des emprunts en monnaie locale de maturité moindre** et assortie de taux plus élevés. Les opérations de reprofilage, en particulier, ont permis d'éviter de potentiels risques de dépassements des seuils d'endettement établis par le FMI, notamment en 2025 et/ou en 2026 pour ces pays.

ACTUALITE REGIONALE

Les Etats de l'UEMOA émettront des obligations de relance sur le marché régional en 2021

[Les Etats de l'UEMOA vont structurer et émettre des titres dits « Obligations de Relance »](#) (OdR) pour le financement de leurs plans de relance économique, à l'image de ce qui avait été fait pour les « Bons Covid-19 » en 2020, au début de la pandémie. La structuration des OdR se justifie par le volume exceptionnel de ressources que les Etats envisagent de mobiliser en 2021 sur le marché régional des titres publics (le plus important à être mobilisé sur une même année depuis sa création). Afin de permettre aux Etats d'émettre les OdR à des conditions favorables, la BCEAO a mis en place un guichet spécial de refinancement dénommé « Guichet de relance » qui leur est spécifiquement destiné. Les banques pourront mobiliser sur ce guichet spécial des ressources pour une durée de six mois renouvelable au taux minimum de soumission aux adjudications de la BCEAO, qui est actuellement de 2%. Pour rappel, les Bons COVID-19 avaient permis aux Etats de lever 3 179 Mds FCFA (4,8 Mds EUR).

L'AFD et le Cirad lancent un fonds d'appui aux indications géographiques dans les pays ACP

Le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad) et l'Agence française de développement (AFD) ont lancé [un dispositif d'appui aux indications géographiques \(IG\)](#) dans les pays d'Afrique, Caraïbes et Pacifique (ACP). Baptisé « Facilité Indications Géographiques », ce fonds est doté d'une enveloppe de 5 M EUR sur la période 2021-2025. Il permettra de soutenir les initiatives portées par des organisations de producteurs, des organismes de propriété intellectuelle, les Etats, les institutions en charge des IG ainsi que les ONG. Au total, le fonds prévoit d'appuyer 8 à 15 projets sur une période maximale de 36 mois. Pour rappel, près de 10 000 IG sont actuellement protégées à travers le monde. En Afrique de l'Ouest, plusieurs produits sont déjà classés comme l'ananas Pain de Sucre du plateau d'Allada (Bénin) et le café Ziama-Macenta (Guinée), grâce notamment à l'appui de [l'Organisation africaine de la propriété intellectuelle \(OAPI\)](#), qui couvre 17 pays de l'Afrique de l'Ouest et Centrale.

Endeavour Mining dans le top 10 mondial des producteurs d'or avec l'acquisition de Teranga Gold

[Après l'acquisition de Teranga Gold par Endeavour Mining officialisée le 10 février](#), la compagnie minière hébergée aux Îles Caïmans, est devenu le plus grand producteur d'or au Sénégal, au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire et entre dans le classement des 10 premiers producteurs mondiaux. Avec un effectif total qui atteint désormais 7 000 collaborateurs, l'entreprise exploite sept mines en production dans la région (Sabodala-Massawa, Wagnion, Houndé, Mana, Boungou, lty et Karma) et espère extraire plus de 1,3 millions d'onces d'or en 2021. Pour rappel, [l'or est de loin le principal produit d'exportation des pays de l'UEMOA](#), qui en ont vendu pour 4 211 Mds FCFA (6,4 M EUR, soit 23% des exportations totales) en 2019, essentiellement à la Suisse et l'Afrique du Sud. Les principaux producteurs de la région sont le Mali et le Burkina Faso, qui en ont extrait plus de 50 tonnes chacun en 2019 – loin derrière le Ghana, premier producteur africain au coude-à-coude avec l'Afrique du Sud avec une production annuelle de plus de 130 tonnes.

BENIN

6,4 M EUR de don de la Chine pour le PAG

Un accord de don de 4,2 Mds FCFA (6,4 M EUR) a été signé le 9 février [entre le Bénin et la Chine](#). Selon les deux parties, ce financement est destiné à la réalisation de projets à fort impact économique et social du Programme d'action du gouvernement (PAG), sans que plus de détails n'aient été donnés sur la nature exacte de ces projets. Pour rappel, la Chine est un partenaire commercial majeur du Bénin : le pays a importé 1,1 Md USD de marchandises de Chine en 2019 (26% de ses importations totales) et en a exporté pour 193 M USD (5,7% de ses exportations totales).

La Zone économique spéciale de Glo-Djigbé, dédiée à la transformation agricole, bientôt lancée

[La création de la zone économique spéciale \(ZES\) de Glo-Djigbé](#), spécialisée dans la transformation de produits agricoles, a franchi une nouvelle étape avec la remise officielle du site à Arise, le 5 février. La société Arise, qui appartient au groupe singapourien Olam, est chargée de l'aménagement de la zone. Celui-ci se déploiera en deux phases : la première concerne 635 hectares, la seconde 1005 hectares. La ZES devrait accueillir notamment les industries de transformation de la noix de cajou, de la filature, du tissage du coton et de la fabrication de vêtement. Le gouvernement espère que ce hub industriel emploiera 300 000 personnes d'ici 2030.

BURKINA FASO

Lancement d'un projet d'accès à la scolarisation des enfants, financé par l'AFD à hauteur de 3 M EUR

L'ONG Plan international a procédé, le 8 février 2021, au lancement de son projet « [Burkina Faso, Accès à la Scolarisation pour les Enfants](#) » (BASE), financé par l'AFD à hauteur de 3 M EUR et placé sous la tutelle du ministère de l'Éducation nationale. Le projet BASE vise à renforcer le système éducatif dans 6 communes du Centre-Nord, en proie à la crise sécuritaire. 32 050 enfants devraient en bénéficier jusqu'en mars 2023. Pour rappel, le Burkina Faso fait face à des défis majeurs en termes d'éducation, avec un taux d'alphabétisation estimé à 41% en 2018, contre plus de 65% en moyenne en Afrique subsaharienne. Le pays se situe au 155^{ème} rang sur 174 dans le dernier classement de l'Indice de capital humain, [publié en septembre 2020 par la Banque mondiale](#), qui mesure la contribution de la santé et de l'éducation à la productivité de la prochaine génération d'un pays.

CÔTE D'IVOIRE

La Direction générale des impôts remplit ses objectifs de collecte en 2020

Selon les déclarations du Directeur général des Impôts à l'occasion d'un séminaire bilan biennuel organisé le 9 février, [les recettes fiscales collectées en 2020 ont atteint 2 351 Mds FCFA \(3,6 Mds EUR\)](#) sur un objectif global de 2 295 Mds FCFA, ce qui représente un taux de réalisation de 102,4%. Elles sont en hausse de +2,1% par rapport à 2019. L'objectif pour l'année 2021 a été fixé à 2 749 Mds FCFA (4,2 Mds EUR) dans la nouvelle loi de finances, qui mise notamment sur la digitalisation des administrations fiscales et la mise en place de nouvelles mesures relatives à la TVA. Pour rappel, la mobilisation fiscale reste un enjeu majeur en Côte d'Ivoire : la pression fiscale était estimée à seulement 11,9% du PIB en 2020 [par le FMI](#), et elle est attendue à 12,7% en 2021.

Renforcement de la desserte en eau potable d'Abidjan pour 165 M EUR

[Les travaux d'adduction en eau potable](#), d'un coût de 108 Mds FCFA (165 M EUR), ont démarré le 5 février à Anyama-Débarcadère, en présence du ministre de l'Hydraulique. D'une durée de 2 ans, ils seront réalisés par l'entreprise israélienne Fluence Water Côte d'Ivoire et devraient permettre une augmentation de la capacité de production en eau potable d'Abidjan de 150 000 m³ par jour, pour la porter à 790 000 m³ par jour. Une station de prise d'eau, une usine de traitement d'eau potable et deux châteaux d'eau seront construits. Le projet devrait créer 450 emplois pendant sa phase de réalisation. L'accès à l'eau potable en ville devient un enjeu croissant à mesure que la population urbaine progresse, en particulier à Abidjan : la demande de la capitale économique est attendue à 860 000 m³ par jour dès 2025, puis à 1,1 million m³ par jour d'ici 2030.

1,6 M EUR pour les projets verts des entreprises financés par l'Union européenne

La Confédération générale des entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI) et l'AFD ont signé, le 2 février 2021, [une convention d'assistance technique d'un montant de 1,6 M EUR financée par l'Union européenne](#). Ce programme d'assistance technique vise à mener des actions de sensibilisation et de formation auprès des investisseurs du secteur privé, afin d'encourager le financement des projets liés à l'efficacité énergétique et aux énergies renouvelables. L'AFD collaborera également avec les banques locales dans le cadre de son [programme Sunref](#), notamment la Société Générale et la NSIA.

GAMBIE

Lancement d'un projet de 80 M USD pour la sécurité alimentaire

Le Président gambien Adama Barrow a lancé le [projet ROOTS \(Resilience of organizations for transformative smallholder agriculture project\)](#), un projet cofinancé par le Fonds international de développement agricole (FIDA), le Fonds pour l'environnement mondiale (FEM), le Fonds de l'OPEP pour le développement international et l'AFD pour un montant total de 80 M USD. Ce projet de six ans vise à améliorer la sécurité alimentaire, la nutrition et la résilience des petits exploitants agricoles au changement climatique en Gambie. Il sera mis en œuvre dans les cinq régions administratives du pays. L'accent sera mis sur les chaînes de valeur du riz et des légumes.

LIBERIA

Exonération de taxes sur le pétrole pour la Liberia Electricity Corporation

Le 3 février 2021, [le Président libérien a publié un décret qui exonère la Liberia Electricity Corporation](#) (LEC) des droits de douane et des taxes sur les équipements de production, de transmission et de distribution du carburant. L'objectif du gouvernement est de minimiser le coût du combustible pour permettre à la LEC de réduire le prix de l'électricité. Cette décision intervient quelques jours après [la clôture du Programme Compact](#) mis en œuvre par le Millenium Challenge Corporation, dont le Libéria a bénéficié pour améliorer l'accès à l'électricité de sa population. Le programme a notamment financé la réhabilitation de la centrale hydroélectrique de Mt Coffee (la plus grande source d'énergie du Libéria), qui n'est pas encore entrée en production. Selon les estimations du MCC, 12% des Libériens sont aujourd'hui connectés au réseau électrique.

MALI

Création de la Lithium Co, dédiée au projet de lithium à Goulamina

Déjà engagé dans l'exploitation du site aurifère de Morila, le groupe australien Firefinch a décidé de créer [Lithium Co](#), une société dédiée à la mise en valeur du site de son projet phare de lithium à Goulamina (Bougouni, sud de Bamako). Lithium Co devrait être introduite en bourse, dans l'objectif de mobiliser plus rapidement les financements nécessaires à la construction de Goulamina. Selon Firefinch, Goulamina pourrait annuellement livrer 436 000 tonnes de concentré de spodumène pendant 23 ans et générer des revenus de 6,7 Mds USD.

Bilan de la production aurifère en 2020 pour Barrick Gold et nouvelle estimation des ressources d'or à Morila pour Firefinch

Exploité par la société [Barrick Gold](#), le complexe aurifère de Loulo-Gounkoto à l'Ouest de Bamako a produit [680 215 onces d'or en 2020](#), dépassant ainsi ses objectifs de production. Selon l'entreprise canadienne, cette performance résulte notamment de l'amélioration du niveau d'automatisation des deux mines souterraines de Yalea et Gara. Par ailleurs, [le groupe australienne Firefinch confirme un potentiel de 2,3 M d'onces](#) sur son site aurifère de Morila, dans région de Sikasso. Firefinch cible désormais une production annuelle de 150 K à 200 K onces d'or.

MAURITANIE

Plusieurs financements de l'AFD et des Etats-Unis pour des projets agricoles ruraux

La Mauritanie et l'AFD ont signé, le 9 février, [deux conventions de financement d'un montant global de 9 M EUR](#) destinées à l'appui de la riziculture irriguée dans les régions du Gorgol et du Guidimakha (projet ASARIGG 2). Le projet consiste notamment à restaurer 350 hectares de terres dégradées et à promouvoir des pratiques agro écologiques. Une enveloppe de 500 000 EUR sera spécifiquement consacrée à l'accompagnement des femmes agricultrices. Par ailleurs, [la Fondation américaine pour le développement africain \(USADF\) et la Mauritanie ont signé le 10 février un accord de partenariat](#) destiné à booster l'économie rurale. Pendant 5 ans, les deux parties se sont engagées à financer des projets dans les secteurs de l'agriculture, l'élevage et les produits forestiers, à hauteur de 10 M USD chacun. A terme, l'objectif est d'améliorer la sécurité alimentaire et l'accès à l'énergie pour les communautés les plus vulnérables. Pour rappel, les Etats-Unis sont un partenaire relativement important pour la Mauritanie, qui a importé 135 M USD de marchandises américaines en 2019 (4,7% de ses importations totales) et en a exporté pour 40,9 M USD (1,7% de ses exportations totales).

L'Etat investit 31,5 M EUR dans le programme national de nutrition scolaire

Le [Programme national de nutrition scolaire](#) du gouvernement a été lancé le 8 février. Sa première composante ciblera 30 000 élèves issus de 160 écoles des territoires des deux Hodh, du Gorgol, du Trarza, de Dakhlet-Nouadhibou, de Tiris-Zemmour et de l'Inchiri. A terme, plus de 147 000 élèves répartis sur 800 écoles devraient bénéficier de ce programme, d'un montant global de 1,4 Md MRU (31,5 M EUR), soutenu par le Programme alimentaire mondial et les Etats-Unis.

Les Chantiers navals de Mauritanie se dotent d'un 2^{ème} hangar de production de navires à 10 M USD

[L'entreprise publique CNM](#) amorce un projet d'extension visant à rendre opérationnel le deuxième hangar de production de navires, spécifiquement dédié aux circuits électrique, à l'éclairage, l'air comprimé et l'anti-incendie. Ce projet, d'un montant de 10 M USD, intervient alors que le secteur de la pêche est lourdement

impacté par la crise économique liée à la COVID-19, ayant subi une baisse de ses recettes de 712 M USD en 2019 à 550 M USD en 2020.

NIGER

Appel de fonds des autorités pour assister 2,1 millions de personnes ayant besoin d'assistance humanitaire

[Le Premier ministre nigérien a lancé, le 4 février 2021, un appel de fonds de 523,2 M USD](#) pour apporter une aide d'urgence à 2,1 millions de personnes ayant besoin d'assistance humanitaire, y compris alimentaire. Il s'agit notamment des personnes déplacées internes, issues de zones touchées par l'insécurité, ainsi que des victimes des inondations. La détérioration de la situation sécuritaire dans les régions de Diffa, Tahoua, Maradi et Tillabéri a en effet provoqué une augmentation exceptionnelle des mouvements de populations et un accroissement des besoins. Pour rappel, selon [le Réseau de prévention des crises alimentaires](#), l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest doit se préparer à une crise alimentaire et nutritionnelle majeure en 2021, et en particulier le Burkina Faso, le Mali et le Niger. Le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë dans la sous-région pourrait passer à 23,6 millions au cours de la prochaine période de soudure (juin-août 2021).

Début des travaux du chemin de fer Nigeria – Niger par le groupe portugais Mota-Engil

Alors que le ministre nigérien des Transports avait annoncé le 11 janvier 2021 la signature des documents contractuels [du projet ferroviaire connectant les villes de Kano \(Nigéria\) et Maradi \(Niger\)](#), le groupe Mota-Engil a procédé au démarrage effectif des travaux le 9 février 2021. [La pose de la première pierre](#) a eu lieu à Makira, dans le sud du Niger. Pour rappel, les chantiers devraient durer 3 ans, pour un montant de 1,8 Md USD, entièrement financé par le gouvernement fédéral du Nigéria. Une fois opérationnelle, cette ligne ferroviaire générera un trafic supplémentaire de plus de 30 M tonnes par an, en termes d'échanges commerciaux entre les deux pays. Pour rappel, le programme ferroviaire Niger-Nigeria s'inscrit dans le cadre d'un accord stratégique couvrant le secteur agricole, les mines, les transports, l'énergie, et l'environnement en vue de redynamiser les échanges commerciaux entre les deux pays, qui partagent un peu plus de 1400 kilomètres de frontière

SENEGAL

Air Sénégal annonce l'ouverture de lignes vers Barcelone et Casablanca à partir du 16 février

[La compagnie nationale Air Sénégal a décidé d'exploiter trois vols hebdomadaires aller-retour entre Dakar et Barcelone](#), en passant par Casablanca, à partir du 16 février 2021. La ligne Dakar-Barcelone sera couplée à la ligne Dakar-Casablanca qui va rouvrir après une suspension au début de la crise sanitaire. Le Directeur général de la compagnie explique avoir choisi d'expérimenter cette nouvelle route afin d'accompagner la relance du tourisme et de rapprocher la forte diaspora sénégalaise d'Espagne. Le vol sera opéré avec un avion Airbus A319 les mardis, jeudis et dimanches.

SIERRA LEONE

6,9 M USD du Partenariat mondial pour l'éducation soutenir le système éducatif face à la pandémie

Le Partenariat mondial pour l'éducation (PME) a procédé le 5 février [au décaissement de 6,9 M USD au profit de la Sierra Leone](#) dans le cadre d'un financement additionnel du projet d'éducation gratuite « FREE ». Mis en œuvre depuis août 2020 dans l'objectif d'améliorer la gestion du système éducatif et les conditions d'apprentissage des élèves, le projet FREE – d'un coût initial de 66 M USD, sur une durée de 5 ans – est [cofinancé par l'Union européenne, le Royaume-Uni et l'Irlande](#) par le biais d'un fonds fiduciaire administré par la Banque mondiale, [elle aussi contributrice](#). [Ce financement additionnel](#) s'inscrit dans le cadre de la relance post COVID-19 du PME, qui a créé l'année dernière [une facilité de financement accélérée de 250 M USD](#) pour aider les pays les plus vulnérables à assurer des services d'éducation de base dans le contexte de la pandémie mondiale. Pour rappel, la Sierra Leone fait face à des défis majeurs en termes d'éducation, avec un taux d'alphabétisation estimé à 43,2% en 2018, contre plus de 65% en moyenne en Afrique subsaharienne. Le pays se situe au 165^{ème} rang sur 174 dans le dernier classement de [l'Indice de capital humain](#), publié en septembre 2020 par la Banque mondiale, qui mesure la contribution de la santé et de l'éducation à la productivité de la prochaine génération d'un pays.

TOGO

Lancement des travaux de réhabilitation de la route Sokodé-Bassar

[Les travaux de réhabilitation de la route Sokodé-Bassar](#), longue de 75 km sur la Nationale 17, ont été officiellement lancés le 6 février par le Premier ministre. Estimés à plus de 35 Mds FCFA (53 M EUR), ils ont été attribués à la filiale togolaise du groupe tunisien Soroubat, et comprennent entre autres : la réhabilitation du tronçon Sokodé-Bassar, l'aménagement et le bitumage du contournement de Malfakassa, l'aménagement et le bitumage de la bretelle reliant la RN1 à la RN17 dans la ville de Sokodé ou encore l'aménagement et le bitumage de la bretelle de Binaparba. L'objectif de la construction de cette route, située dans le Nord du pays, est notamment d'améliorer la compétitivité du port autonome de Lomé dans sa déserte des pays de l'hinterland.

6500 tonnes de semences certifiées pour la nouvelle campagne agricole

Pour la nouvelle campagne agricole, [les producteurs bénéficieront de 6500 tonnes de semences](#) mises à disposition par le gouvernement, via le réseau des semenciers. Comme pour les intrants, des mesures sont en cours de mise en œuvre avec la CAGIA et l'Institut togolais de recherche agronomique (ITRA), pour la constitution rapide d'un stock et l'installation de kiosques de distribution dans chacune des régions du pays. Autre innovation annoncée : l'étiquetage des semences, jadis vendues « en vrac ». Les prix sont d'ores et déjà fixés par la fédération des semenciers à 500 F/kg pour le maïs, 625 F/kg pour le soja, 425 F/kg pour le riz et 750 F/kg pour l'arachide.

Responsable de la publication : François SPORRER, Chef du Service économique régional d'Abidjan

Pour s'abonner : abidjan@dgtresor.gouv.fr

[Site Internet](#) et compte Twitter [@DGTresor_RCI](#) 

Copyright : tous droits de reproduction réservés sauf autorisation expresse du Service économique régional d'Abidjan.

Clause de non-responsabilité : le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Service économique régional d'Abidjan (Afrique de l'Ouest – hors Nigéria-Ghana)
François SPORRER francois.sporrer@dgtresor.gouv.fr

Service économique de Bamako (Mali)
Valéry ALVES valery.alves@dgtresor.gouv.fr

Service économique de Dakar (Sénégal, Mauritanie, Gambie, Cap Vert)
Christophe MORCHOINE christophe.morchoine@dgtresor.gouv.fr

Service économique de Lomé (Togo, Bénin)
Pascal FOURCAUT pascal.fourcaut@dgtresor.gouv.fr

Service économique de Ouagadougou (Burkina Faso, Niger)
Béatrice ALPERTE beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

PRINCIPAUX INDICATEURS PAYS

	BEN	BFA	CIV	RCI	GMB	GIN	GNB	LBR	MLI	MRT	NER	SEN	SLE	TGO	UEMOA	ASS
<i>Population (M hab.) 2020</i>	12,1	20,9	0,6	26,4	2,4	13,1	2,0	5,1	20,3	4,6	24,2	16,7	8,0	8,3	130,9	1 100
Macroéconomie¹																
<i>PIB (Mds USD) 2019</i>	14,4	15,7	2,0	58,6	1,8	13,8	1,4	3,2	17,3	7,6	12,9	23,6	4,2	5,5	149,4	1 714,2
<i>PIB / Hab. (USD) 2019</i>	1 218,2	774,7	3 601,7	2 229,6	774,2	1 102,5	810,6	693,6	907,3	1 872,6	553,9	1 445,9	539,1	675,3	-	-
<i>Croissance PIB réel (%) 2019</i>	+6,9	+5,7	+5,7	+6,5	+6,1	+5,6	+4,5	-2,5	+5,1	+5,9	+5,9	+5,3	+5,4	+5,3	+6,1	+3,2
<i>Inflation (%) 2019</i>	-0,9	-3,2	+1,1	+0,8	+7,1	+9,5	+0,2	+27	-2,9	+2,3	-2,5	+1	+14,8	+0,7	-0,3	+8,5
Finances Publiques																
<i>Solde budgétaire global (%PIB) 2019</i>	-0,5	-3,5	-1,8	-2,3	-2,5	-0,5	-4,6	-4,5	-1,7	+2,1	-3,6	-3,8	-2,7	+2,1	-2,3	-4,2
<i>Dette publique (%PIB) 2019</i>	41,2	42,7	125,0	37,9	80,0	34,5	67,6	53,3	40,5	58,1	41,7	64,1	70,0	70,9	44,5	50,4
<i>Pression fiscale (%PIB) 2019</i>	10,6	16,0	21,3	12,2	11,3	12,5	-	12,1	14,7	12,7	10,3	17,4	12	17,2	-	-
Echanges²																
<i>Balance commerciale (%PIB) 2019</i>	-3,9	+1,1	-33,2	+5,8	-25,6	-4,4	-7,6	-19,8	-2,0	-8,0	-9,3	-12,3	-13,3	-15	-	-
<i>Exportations françaises vers (M USD)</i>	254,7	312,1	15,4	1 125,8	19,7	166,2	5,9	6,1	374,3	274	142,4	1 366,5	15,4	150,2	2 365,4	-
<i>Importations françaises depuis (M USD)</i>	3,1	104,6	0,06	753	1,1	52,3	0,4	92,3	10,8	58	57,4	87,4	12,4	53,9	1 070,6	-
<i>Balance courante (%PIB) 2019</i>	-4,3	-4,8	+0,3	-2,7	-5,3	-13,7	-8,5	-21,5	-4,2	-10,6	-12,6	-7,7	-13,5	-4,3	-5,3	-3,6
<i>Réserves de change (mois d'import) 2019</i>	-	-	8,8	-	4,2	2,5	-	2,3	-	3,7	-	-	3,9	-	6,0	6,2
Classements internationaux																
<i>IDH (2019)³</i>	163	182	126	165	174	174	178	176	184	161	189	166	181	167	-	-
<i>Doing Business (2020)⁴</i>	149	151	137	110	155	156	174	175	148	152	132	123	163	97	-	-
<i>Environnement des affaires⁵</i>	C	C	C	B	-	D	-	D	D	D	C	B	D	C	-	-
<i>Transparency International⁶</i>	80	85	41	106	-	130	168	137	130	137	120	66	119	130	-	-

1 Données : FMI / WEO / article IV ou revues programmes sauf indications contraires

2 Trade Map-2017

3 PNUD – Classement sur 189 pays

4 Banque mondiale - Classement sur 190 pays

5 Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, A1, A2, A3, A4, B, C, D, E dans l'ordre croissant du risque

6 Indice de perception de la corruption – classement sur 198 pays.